

Des centaines de milliers d'indésirables au Katanga

PAR ANTOINE TSHITUNGU KONGOLO *

AVANT les massacres au Rwanda, le Kivu, province de l'est du Zaïre, avait connu, en 1993, des pogroms ethniques qui avaient fait plusieurs milliers de victimes, dans l'indifférence quasi générale. Et, dès 1992, la province de l'ex-Shaba, redevenu Katanga (1), avait été le théâtre de persécutions qui entraînent l'exode de plus de sept cent mille habitants originaires du Kasai ceux qu'on appelle les "Kasaïens". Les déportés "*refoulés*", selon la terminologie en usage, d'abord regroupés dans des écoles, étaient dirigés vers les gares où des foules hagardes et hébétées prenaient d'assaut les trains censés les ramener vers de problématiques terres ancestrales (2).

Seule la volonté politique des responsables locaux aura déclenché la mécanique de la violence. Mais on a diagnostiqué, comme d'habitude, un "conflit ethnique". Quitte à conforter les clichés bien coloniaux d'une Afrique engluée dans les atavismes tribaux, et prompte aux règlements de compte sanglants.

En dépit des discours sectaires de M. Nguz Karl I Bond, "homme fort" du Katanga, ex-premier ministre zaïrois resté proche du maréchal Mobutu, et de M. Kyungu Wa Kumwanza, gouverneur de la province, qui ont permis l'ouverture de cette "chasse aux Kasaïens", le terme de "conflit ethnique" est d'autant moins adéquat que ni le Katanga ni les deux Kasais ne forment des entités ethniques homogènes. Chacune de ces régions du Zaïre est au contraire une mosaïque de tribus.

Au Katanga, ce panachage tribal a encore été rendu plus complexe par l'arrivée, depuis le début du siècle, de populations d'extraction "kasaïenne", rwando-burundaise, malawite... et européenne, attirées par la richesse des mines. Ce melting-pot, avec ses métissages, est en lui-même la négation de toute "pureté ethnique". Il a fait naître, dans cette région d'exploitations minières et d'unités industrielles, une culture moderne et urbaine. Les mines de cuivre, les hauts-fourneaux sont l'oeuvre de telles populations.

Ce sont les descendants de ces bâtisseurs, aux côtés desquels travaillaient des ouvriers du terroir, qu'on a traités de "*colons*", et "renvoyés". Beaucoup ont péri au cours des voyages. Tel est le salaire payé, *post mortem*, à ces hommes arrachés autrefois, au temps de la colonie, à la convivialité villageoise et tribale et livrés aux chasseurs de tête qui écumaient le Kasai en quête de main-d'oeuvre "volontaire", menace d'un nouvel "impôt général" aidant.

Aujourd'hui soupçonnés d'avoir été les rentiers du bonheur colonial, ils ont été accusés d'avoir été "*collaborateurs du Belge*" par ceux qui se veulent les nouveaux maîtres du lieu, prompts à exalter les droits ou la mission du "*Katangais de souche*".

Ce dernier a pourtant une identité aussi peu déterminée que celle du "Kasaïen" auquel on fait la chasse. Le Kasai est lui aussi une mosaïque de peuples, où les Lubas côtoient les Kubas, les Songyes et les Tetelas, etc., l'histoire ayant d'ailleurs voulu que les Lubas ne puissent plus vivre aux côtés des Lulus, ce qui donna lieu en fait à la création d'un second Kasai...

Que fait-on du vrai Katanga, celui que désigne le nom indigène de l'Union minière du Haut-Katanga : *Changa Changa* ("celui qui mélange" ou "celui qui malaxe"), une métaphore qui renvoie à un Katanga creuset d'une culture détribalisée, à la confluence de cultures ethniques et raciales différentes ? Peut-on, au nom d'une fumeuse "pureté ethnique", d'une prétendue "libération", exclure de ce "pays" ceux qui ont épuisé leur vie à traquer les filons de cuivre, corrodé leur jeunesse aux irradiations de l'uranium de Shinkolobwe, contribué à faire rougir les hauts-fourneaux et à bâtir les cités dont on les chasse maintenant...

Aucune fatalité

LA terreur qui s'est abattue sur la région et l'a souvent endeuillée, comme son appauvrissement, n'est pas le fruit d'une quelconque fatalité. Elle a atteint son paroxysme alors que se réunissaient, à Kinshasa, les assises de la conférence nationale qui entendait réduire à la portion congrue les pouvoirs du maréchal Mobutu Sese Seko. Les fondations d'un Zaïre nouveau, érigé sur le socle du droit, avaient été jetées ; on avait finalement enfanté d'un gouvernement de transition. Il ne restait de solution au dictateur que de céder. Ou d'attiser des conflits d'un autre âge.

C'est le second terme qu'il préféra, comme à l'ordinaire : le premier ministre Nguz Karl I Bond, homme fort du Shaba, que la conférence nationale venait de limoger, s'engageait en échange d'une illusoire autonomie de la province (3) concédée par un dictateur finissant à mener depuis le Sud le combat contre Kinshasa la félonne...

Dès lors, le sort des Kasaiens était scellé, la chasse à courre était ouverte, en échange d'une autonomie de façade, bien éloignée de la logique fédéraliste à laquelle aspirait la conférence nationale, et bien pâle, si on la compare aux rêves séparatistes de l'ancien premier ministre Moïse Tshombé (4).

La prise de contrôle économique n'est qu'illusoire. L'objectif a surtout été de détourner les griefs des populations paupérisées en prenant pour boucs émissaires leurs compatriotes originaires du Kasai. La destruction de ce qui restait du tissu industriel s'est concrétisée, au fil des mois, par une prédation devenue programme politique et par l'appauvrissement de la région en ressources humaines.

Les visées de la France

PENDANT ce temps, sous l'impulsion du nouveau gouverneur, radio et télévision naguère mobilisées pour la propagande du maréchal Mobutu sont devenues des déversoirs de haine contre les Balubas, les Kasaiens ont été érigés en repoussoir absolu (5), et les journaux d'opposition de Kinshasa interdits à la vente locale. Les jeunes, laissés pour compte de ce régime sinistre, sans écoles, sans emplois, sans avenir, ont été souvent embrigadés dans des escadrons de la terreur et de la mort.

La "question katangaise" n'a guère été abordée, lors des tractations qui ont abouti, en juin dernier, à la nomination d'un nouveau premier ministre, M. Kengo wa Dondo. Même animé de bonnes intentions, cet homme du système Mobutu peut-il s'attaquer au "mal katangais", alors que l'armée, les services de sécurité et l'ensemble de la territoriale continuent de dépendre du bon vouloir présidentiel. Il est vrai que même l'opposition dite "radicale" oh, la valse des étiquettes ! n'avait pas mis le doigt sur cette plaie béante, pendant le court passage aux affaires de son chef, M. Etienne Tshisekedi (6). Et les dirigeants catholiques du Katanga n'avaient pas trouvé mieux, de leur côté, que de cautionner les thèses les plus extrémistes, paraissant faire mentir les beaux engagements de leurs coreligionnaires de Kinshasa en faveur du processus démocratique (7).

L'opposition a donc sa part de responsabilité dans la tragédie katangaise. Elle a été aveuglée par une vision aberrante de la démocratie qui a privilégié le sommet au détriment de la base. Pendant ces quatre années de pseudo-transition 1990-1994 les disputes n'auront porté que sur l'orbite du pouvoir central. Pendant ce temps, le président Mobutu a continué à désigner et révoquer, dans le plus pur style du monopartisme, les gouverneurs des neuf provinces du Zaïre, ainsi que les responsables de la territoriale. Aussi a-t-il parachuté, en novembre 1992, le gouverneur Kyungu à la tête de la province cuprifère, mesurant fort bien ce qu'il en coûterait aux originaires du Kasai, nombreux dans cette région, et coupables aux yeux du président zaïrois de soutenir M. Etienne Tshisekedi, kasaien comme eux.

Trémolos humanitaires à la bouche, mais l'oeil rivé sur les mines du Katanga appelées à tomber dans son escarcelle à la faveur de privatisations chères au nouveau premier ministre, la France cache mal ses visées retrouvées sur le Zaïre et sa région. Sa

politique à courte vue est préjudiciable au règlement des problèmes politiques, économiques et sociaux profonds qui déchirent les pays des Grands Lacs : Zaïre, Rwanda, Burundi. L'afflux massif en juillet dernier de millions de réfugiés rwandais dans l'est du Zaïre a déjà contribué à transformer l'ensemble de la sous-région en une véritable poudrière...

ANTOINE TSHITUNGU KONGOLO

* Érivain zaïrois, Prix Pablo-Neruda 1985-1986.

- (1) NDLR. Le nom officiel de la province demeure "Shaba". L'opposition zaïroise la désigne cependant sous son ancienne appellation de Katanga.
- (2) *Zaïre-Info*, publication de l'opposition démocratique, éditée en Belgique, a publié dans un *Spécial Shaba*, le 21 août 1993, les statistiques de mortalité infantile à la gare de Likasi, un des points de concentration des "refoulés" : du 10 au 30 octobre 1992, 55 décès d'enfants ; du 1er au 28 novembre, 188 ; du 9 au 31 décembre, 158 ; du 2 au 14 janvier 1993, 41. Dans le même temps, 51 décès d'adultes ont été dénombrés.
- (3) Le gouverneur Kyungu wa Kumwanza a proclamé "*l'autonomie totale du Katanga*", le 12 décembre 1993. Dans les faits, relève une dépêche de l'AFP du 13 décembre, le Shaba "*était déjà semi-autonome, sous la responsabilité d'un gouverneur dont les pouvoirs relèvent plus de ceux d'un proconsul que d'un haut-fonctionnaire de l'administration territoriale*".
- (4) Le "séparatisme" katangais a un précédent : en 1960, Moïse Tshombé avait proclamé l'indépendance de cette riche province minière, qui fournissait jusque-là au Trésor public près des deux tiers des recettes minières. Une campagne de discrimination contre les opposants à cette politique séparatiste avait visé en priorité les immigrants non katangais. Mutés ou licenciés, ils avaient souvent été remplacés par d'"authentiques" Katangais (*Zaïre-Info*, 21 août 1993).
- (5) L'hebdomadaire *Soft* avait affirmé que tous les non-Katangais de souche sont des bilulu (insectes) à chasser ou à tuer. Selon certains tracts, les Balubakat (Balubas du Katanga) seraient "*menteurs, superstitieux, méprisants, spécialistes de la trahison*". Le gouverneur de la province, lui-même, les traite publiquement de "*colons, qui n'ont jamais vu que leurs propres intérêts, et qui doivent partir*" (cf. l'article de Sennen Andriamirado dans *Jeune Afrique*, 25 février 1993).
- (6) M. Etienne Tshisekedi, après avoir fait partie de l'entourage du président Mobutu, avait été avec treize autres parlementaires, dont l'actuel gouverneur du Shaba... le fondateur d'un parti d'opposition, l'Union pour la démocratie sociale (UDPS). Grâce à la pression conjuguée de la conférence nationale et de la troïka occidentale, il a été un éphémère premier ministre, sans jamais être en mesure d'exercer un pouvoir réel.
- (7) Dans son message pascal, le 12 avril 1993, Mgr Songasonga, évêque de Kolwezi, conjure cependant ses "*chers frères katangais et kasaiens*" de "*mettre fin à leurs folies*" : "*Vous vous entre-tuez, vous incendiez les maisons et biens des uns et des autres ; vous vous ruinez et vous haïssez à mort... pour des enjeux que vous ignorez, qui vous échappent... Vous êtes manipulés !*".

Mots-clés

- **Rwanda**
- **Zaïre 1971-1997**

- **Colonialisme**
- **Conflit**
- **Droit international humanitaire**
- **Réfugiés**

Voir aussi :

- Le feu court sur la région des Grands Lacs
- Equilibre de la peur

Le Monde diplomatique — Édition imprimée — septembre 1994 — Page 12

Tous droits Réservés © 2013 Le Monde diplomatique.